

*Les crédits*

sujet, vous pouviez partir rapidement dans la direction opposée et dire autant de choses que possible dans l'espoir que le professeur n'y regarderait pas de si près.

J'ai l'impression que c'est ce qui est arrivé ici aujourd'hui. On peut lire dans la motion qui nous été présentée par le député d'Oshawa:

Que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir failli à la tâche d'assurer à tous les Canadiens la justice et l'égalité et de ne pas avoir fait de la protection de l'environnement une priorité.

On doit se demander, après avoir écouté les trois ou quatre dernières heures de débat, à quoi songe le député d'Oshawa.

Alors que j'étais assis ici ce matin et que j'écoutais ses remarques, j'ai été très étonné que du début jusqu'à la fin, et même pendant la prolongation qu'on a autorisée au député d'Oshawa, il n'a absolument pas parlé de l'environnement, en dépit du fait que c'était le seul objet précis de cette courte motion. Au lieu de cela, comme l'a dit le député lui-même, il a pris part à ce débat historique sur le budget.

Nous, du côté du gouvernement, avons essayé de répondre de notre mieux au dilemme placé devant nous par le député d'Oshawa. Le ministre de l'environnement (M Bouchard) a fait ce qui, à mon avis, était très sage de sa part, et a répondu au nom du gouvernement en ce qui concerne les priorités de celui-ci sur les questions de l'environnement. Puis, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Vincent) et d'autres personnes ont essayé de s'attaquer aux questions soulevées par le député d'Oshawa.

Je ne vais pas m'attarder longtemps sur les observations du député d'Oshawa, sauf pour dire qu'elles me troublent quelque peu. En dehors du fait qu'il n'a pas parlé de sa propre motion, et le public devra le juger là-dessus, ses discussions sur le retour en arrière sont plus le reflet d'un état d'esprit au sein du parti néo-démocrate que des critiques à notre égard.

Une fois de plus, le député d'Oshawa nous a donné quelques recettes périmées du socialisme d'hier. Si c'est ce qu'il peut offrir de mieux à une nouvelle législature, face à la crise grandissante du déficit et de la dette publique, cela n'augure pas bien pour l'avenir.

Le député d'Oshawa a insisté sur les conséquences des modifications de l'imposition pour l'assurance-maladie, les pensions ou les programmes de garderie promis. Il ne semble pas vouloir reconnaître les conséquences ultimes qu'aurait l'irresponsabilité économique sur notre capacité de financer ces programmes.

Je ne peux absolument pas comprendre comment il peut faire un discours comme celui-là sans reconnaître le moindre l'importance fondamentale d'une saine économie et d'une bonne gestion, permettant de répondre aux objectifs sociaux qu'il met tellement de l'avant.

Il me semble qu'il y avait une sorte de philosophie, si je puis m'exprimer ainsi, quelque chose comme: «Mangeons et buvons, car demain nous mourrons». Autrement dit, dépensons, dépensons, dépensons et demain quelqu'un, quelque part, trouvera les moyens de payer tout cela, même si notre aptitude à payer diminue du fait que la dette croît plus vite que les autres chapitres de dépense du fédéral.

Il y a un léger espoir. Le député d'Oshawa a parlé de créativité et de communauté. Lorsqu'il retournera à l'enseignement, il s'interrogera peut-être sur la façon d'aborder les nouveaux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Un qu'il signale dans sa motion est la menace de destruction de notre environnement, mais malheureusement il n'en a pas parlé dans son discours.

La députée de Hamilton-Est (M<sup>me</sup> Copps) a été beaucoup plus directe. Je regrette qu'elle ne soit pas ici actuellement. Je tiens à la féliciter d'avoir abordé des questions environnementales qui lui tiennent à coeur. Je suis profondément troublé par le fait qu'elle a présenté un argument massue, ce matin, et qu'elle est revenue à la charge durant la période des questions, cet après-midi, en critiquant le prix qui doit être remis à notre premier ministre (M. Mulroney) aujourd'hui, à Washington. Je me demande où elle veut en venir. Ce prix, décerné pour la deuxième fois seulement par un organisme qui fait partie de la Chambre de commerce internationale, vise à rendre hommage à une initiative gouvernementale d'intérêt mondial et il a été attribué pour la première fois, l'an dernier, au premier ministre de la Norvège, Gro Brundtland, pour son rôle de chef de file à la tête de la commission mondiale sur le développement et il est remis, cette année, à notre premier ministre.